

Primaire de la droite : un débat plus vif que le premier, mais pas de quoi faire bouger les lignes

Les sept candidats se sont différenciés sur le nombre de postes de policiers à créer et de places de prisons à construire...

Avec Anita Hausser

L'esprit du lieu - la salle Wagram était dédiée aux combats de boxe - a soufflé sur le deuxième débat entre les candidats de la primaire de droite du centre. Nettement plus animée que la première rencontre, la confrontation n'a permis à aucun des protagonistes de s'imposer, malgré des coups portés sans retenue. Il n'y a pas eu cette avalanche de statistiques qui ont pu lasser lors du premier débat; le débat a porté sur le droit à la légitime défense pour les policiers, l'immigration avec la renégociation des accords du Touquet, - pardon de Canterbury, comme a rectifié Nicolas Sarkozy avec condescendance pour marquer qu'il était le co-signataire de cet accord sur la retenue des migrants voulant se rendre en Angleterre, sur le territoire français. Les sept candidats se sont différenciés sur le nombre de postes de policiers à créer et de places de prisons à construire...

Nicolas Sarkozy n'a pas réussi à imposer son leadership à ses anciens ministres devenus concurrents-adversaires, même si sa stratégie s'avère payante auprès du noyau dur de son électorat, (le nom de François Bayrou est hué dans tous les meetings LR), comme l'ont montré les sondages post-débat : l'ancien président reprend la place de favori chez les sympathisants LR, ce qui prouve que sa campagne contre "les promesses d'Alain Juppé à François Bayrou", commence à porter ses fruits. Il applique la stratégie du rassemblement de son camp avant de tenter d'élargir sa base, indispensable pour gagner au second tour. [Alain Juppé reste largement favori auprès de l'ensemble des votants pour le premier et le deuxième tour de la primaire](#), mais il doit se défendre : "Je serai élu sur mon projet, pas sur celui de Bayrou", a-t-il répété. Le maire de Bordeaux est littéralement pilonné par Nicolas Sarkozy et ses proches qui le soupçonnent de vouloir pratiquer "une alternance molle", fustigent "l'identité heureuse" en tentant de la ridiculiser, et brandissent le spectre du Président du Modem, (dont le nom est hué dans les meetings LR), responsable à leurs yeux de la défaite de Nicolas Sarkozy en 2012. Alain Juppé se défend en rappelant à juste titre que LR, sous la houlette de Nicolas Sarkozy, a conclu des accords avec le Modem aux régionales et que ses représentants siègent dans tous les exécutifs de droite.

[>>> A lire aussi : Le dernier débat de la primaire de la droite et du centre](#)

[>>> A lire aussi : Débat de la primaire : ceux qui parlaient DES Français, ceux qui parlaient AUX Français](#)

[>>> A lire aussi : Primaire de la droite et du centre : les réactions des candidats et de la classe politique](#)

Pour l'heure le match Juppé-Sarkozy continue de dominer cette bataille. Les deux "troisième homme", François Fillon et Bruno Le

Maire sont entrés sur le ring mais leurs coups n'ont pas été décisifs. L'ancien premier ministre du quinquennat Sarkozy s'est efforcé de consolider sa remontée dans les sondages en gardant la hauteur qui sied (théoriquement), à la fonction présidentielle, en rejetant des propositions, démagogiques à ses yeux : "Personne ne pourra éluder la question des finances publiques, qui seront dans un état qui rendra très difficile de créer des postes de fonctionnaires supplémentaires", a-t-il lancé à l'adresse de ceux (Jean-François Copé, Jean-Frédéric Poisson, Bruno Le Maire) qui veulent créer des postes de policiers supplémentaires; solidaire du bilan du quinquennat 2007/2012, il n'a pas pour autant volé au secours de Nicolas Sarkozy à propos de ce qui semble être la principale préoccupation de l'ancien président, le rôle de François Bayrou dans la campagne des primaires, "alors que la France compte 6 millions de chômeurs, 100% de dette", et que "le totalitarisme islamique est à nos portes". Les deux favoris ne l'ont pas attaqué car ses voix seront décisives pour le vainqueur du deuxième tour, si le vote confirme les sondages.

Quant Bruno Le Maire, (qui portait une cravate), il est passé à l'offensive en mettant en avant le Renouveau, sa marque de fabrique, voire sa jeunesse : après avoir rappelé à Nicolas Sarkozy qu'il avait promis de quitter la politique après son échec, de 2012, il a expliqué que s'il était élu, il ne commencerait pas par annoncer qu'il effectuera un seul mandat (comme le font Alain Juppé, 71 ans, et Nicolas Sarkozy, 62 ans) car lui aurait le temps (et, sous-entendu la force physique) d'en briguer un second, il s'en est pris à l'ouverture à gauche, mais s'est vu rétorquer : "Tu as participé au gouvernement, et non seulement tu voulais y rester mais tu postulais même pour être Premier ministre".

Même reprise de volée à l'encontre Nathalie Kosciusko-Morizet qui insistait sur ses divergences avec l'ancien président en lui reproche d'avoir abandonné le Grenelle de l'Environnement : "Si j'avais été réélu en 2012, je pense que Nathalie se serait fait violence pour m'accompagner encore", a-t-il glissé. "Tu n'auras pas à le refaire" s'est-il vu répliquer. Aujourd'hui tout les oppose. Ironisant sur "l'invasion centriste" brandie par Nicolas Sarkozy, elle a enfoncé le clou en refusant le "ni-ni", (ni Parti Socialiste, ni Front National), prôné par l'ensemble des protagonistes, et défendu le Front républicain au nom de la droite humaniste. Jean-François Copé a continué de mettre l'accent sur la sécurité et la création de 50.000 postes de policiers et gardiens de prison, sans vraiment convaincre. Quant à Jean-Frédéric Poisson, empêtré dans ses prises de position successives à propos d'une alliance éventuelle avec le Front National, il n'aura été qu'une révélation éphémère de cette campagne. Le prochain débat est programmé pour le 18 novembre. D'ici là Alain Juppé aura tenu sa "grande" réunion à Paris, Nicolas Sarkozy continuera de "taper" sur François Bayrou, François Fillon va tenter de montrer que les sondages le sous estiment, Bruno Le Maire continuera de plaider pour le renouveau, et Nathalie Kosciusko-Morizet de défendre le Grenelle de l'Environnement et... la parité.